

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 28/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LIDL

Parc Activités Actipôle de l'A2
59554 Sailly-lez-Cambrai

Références : 2023-V1-091
Code AIOT : 0007004604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement LIDL implanté Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007004604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique est situé sur les communes de SAILLY-LEZ-CAMBRAI et SANCOURT dans le département du Nord (59), au sein de l'Actipôle A2. L'environnement immédiat est composé de bâtiments à usage d'activités industrielles, artisanales, de bureaux et de services comportant ou non des installations classées.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 800 m au Nord-Ouest et 700 m au Sud-Ouest du site.

Le site, qui occupe une surface de 102972 m², exploité par LIDL est un entrepôt de volume

disponible maximal de 410 000 m³ pouvant stocker une quantité maximale de 22 000 tonnes de matières combustibles.

L'entrepôt, avant extension, est constitué de cellules de stockage et d'un pool palettes et est organisé de la manière suivante :

- 7 cellules de stockage de surface inférieures à 6 000 m² dont 1 cellule de 5 999 m² à température ambiante, 4 cellules de 5957 m² à température ambiante, 1 cellule de 4 657 m² en froid positif et une chambre froide isolée de 1 567 m² (froid négatif) ;
- 1 pool de palettes.
- 1 local de charge de 837 m² en façade Est.

Le site est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 mars 2010, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2020.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 08 décembre 2021 vient encadrer un projet d'extension du site.

L'établissement dispose de deux condenseurs évaporatifs à circuit fermé de 630 kW chacun, destinés à assurer le refroidissement de 4 groupes froids. Ceux-ci sont installés en toiture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 : tours aéroréfrigérantes et risque légionelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Personne référente et formation des personnes en charge de la tour | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1 | / | Sans objet |
| 3 | Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b) | / | Sans objet |
| 6 | Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a. | / | Sans objet |

Les actions correctives sont à transmettre dans un délai de 30 jours à réception du rapport de visite d'inspection.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'observations ou de demandes de complément:

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2 | Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a) | / | Sans objet |
| 3 | Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b) | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 4 | Nettoyage préventif annuel | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c. | / | Sans objet |

Les réponses à ces observations sont à transmettre dans un délai de 30 jours à réception du rapport de visite d'inspection.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 6 | Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le risque légionellose était pris en compte. Néanmoins, le système documentaire associé nécessite d'être complété et le suivi des actions correctives renforcé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; |

| |
|--|
| <p>- les dispositions du présent arrêté.</p> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les documents suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la lettre de mission des personnes de la société LIDL, référentes de l'installation, • les attestations de formation du personnel de la société KURITA qui est en charge du traitement de l'eau. Ces attestations indiquent la date du prochain recyclage, • les attestations de formation du personnel de la société CEF Nord qui est en charge de la maintenance des installations. Ces attestations indiquent la date du prochain recyclage, • les attestations de formation d'une partie du personnel EUROFINS qui réalise les prélèvements. <p>Le plan de formation n'a pas été transmis.</p> <p>Fait susceptible de suite 1. Il convient de transmettre ce plan de formation qui doit préciser a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modalités de formation, fonctions des personnes visées, descriptif des différents modules, durée et fréquence, • la liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation, leurs fonctions, le type de formations suivies, les dates de la dernière formation et de la prochaine formation, • leurs attestations de formation. <p>Fait susceptible de suite 2. L'attestation de formation d'un salarié EUROFINS n'a pas été transmise.</p> <p>Fait susceptible de suite 3. Les formations dispensées au personnel de maintenance ne sont pas complètes et reposent uniquement sur l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 et la sensibilisation aux risques liés à la présence de légionelles. Le contenu de ces formations ne répond pas aux exigences réglementaires.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur</p> |

l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La dernière version de l'analyse méthodique des risques (AMR) a été réalisée le 20/12/2022.

Observation 1. La lecture de cette AMR conduit l'inspection à formuler plusieurs observations qu'il convient de prendre en compte.

- ➔ d'un point de vue méthodologique, l'AMR ne permet pas d'identifier clairement les principaux événements ou causes sur l'installation conduisant aux facteurs de risques favorisant le développement de légionelles.
- ➔ l'AMR n'a pas intégré l'analyse des modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et les configurations hydrauliques :
 - fonctionnement normal ou intermittent,
 - arrêts complets ou partiels,
 - redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou entretien,
 - changements dans le mode d'exploitation,
 - incidents...

et notamment les situations pouvant conduire à un risque élevé de développement de

légionelles.

Le plan d'actions issu de la dernière AMR n'a pas fait l'objet d'un suivi. L'exploitant indique qu'un contrat est établi avec le nouveau prestataire pour assurer un suivi des actions correctives.

Observation 2. Il convient de transmettre le plan d'actions correctives défini avec les échéances et les pilotes des actions.

L'AMR met en évidence une défaillance du boîtier de déconcentration de la TAR 2 pendant 6 mois. La vanne de purge a été laissée ouverte pour ne pas concentrer le circuit. Ce boîtier de déconcentration a été remplacé en septembre 2022.

Cet incident n'a pas été mentionné dans le bilan annuel transmis à l'Inspection.

Observation 3. Il convient de détailler les circonstances de cet incident et d'indiquer pourquoi le dysfonctionnement de ce boîtier n'a pas été réparé plus vite. Les justificatifs de changement de ce boîtier sont à transmettre.

Observation 4. Par ailleurs, il convient de veiller à une utilisation plus précautionneuse de l'eau potable, notamment en périodes de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et

de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Plan d'entretien et de surveillance

L'AMR met en évidence des carences en termes de traçabilité des opérations de maintenance dans le carnet d'entretien. Certaines opérations réalisées en 2022 n'ont pas été tracées dans le carnet de suivi.

Fait susceptible de suite 4. Il convient de corriger ce point et de veiller à bien tracer les opérations de maintenance réalisées dans le carnet de suivi des TARs. Une copie du carnet complété est à transmettre.

L'exploitant a mis en place un fichier excel reprenant l'ensemble des indicateurs définis dans le plan d'entretien, la fiche de stratégie de traitement et le plan de surveillance. Par ailleurs, un plan de maintenance a été défini. Enfin un tableau synthétisant la liste des indicateurs clés a également été mis en place.

Il apparaît que la liste des paramètres ou indicateurs réellement suivis sont ceux repris dans le plan de maintenance et sont parfois différents des paramètres repris dans le plan d'entretien ou de surveillance. Ainsi le plan de maintenance indique pour l'eau d'appoint un suivi hebdomadaire pour le paramètre TH tandis que le plan de surveillance reprend un suivi mensuel.

Observation 5. Il convient de mettre en cohérence les paramètres du plan d'entretien, du plan de surveillance et du plan de maintenance.

Observation 6. Il est à noter que le système documentaire n'est pas assez documenté. Il convient de mettre en place une procédure générale renvoyant aux plans d'entretien, de surveillance et de maintenance et aux paramètres suivis dans ce cadre. Par ailleurs, Il conviendrait de simplifier le système documentaire et d'avoir une liste précise et exhaustive des indicateurs clés de suivi de l'installation. Cette procédure générale devra justifier du choix retenu dans le cadre de la stratégie de traitement (biocide non oxydant).

Observation 7. Le plan de surveillance reprend la liste des paramètres suivis, les valeurs cibles mais pas les valeurs d'alerte. Il conviendra de définir les actions correctives à mettre en place en cas de dépassement de ces valeurs d'alerte. Ces valeurs cibles et d'alerte doivent être reprises dans le tableau de suivi des paramètres réalisé par KURITA ou LIDL.

Fiche de stratégie de traitement

Concernant la stratégie de traitement, l'AMR indique qu'un problème sur une pompe doseuse existe depuis plusieurs mois. L'exploitant a justifié lors de l'inspection du remplacement de cette pompe doseuse le 12/04/2022.

Par ailleurs, le temps de contact n'est pas précisé dans la fiche de stratégie de traitement lors de la désinfection après un nettoyage mécanique en cas de dépassement.

Enfin les valeurs limites d'émission attendues pour les produits de décomposition ne sont pas

précisées

Des relevés hebdomadaires des niveaux de bac et une estimation de la consommation des produits est faite par l'exploitant mais aucune valeurs cibles n'est définie dans la fiche de relevé pour détecter une éventuelle anomalie.

Enfin l'utilisation de biocide non oxydant induit un suivi renforcé du biofilm. Ce suivi peut être réalisé au travers du nettoyage annuel. Ce suivi doit être précisé dans la fiche de stratégie de traitement et décliné dans le plan de maintenance.

Fait susceptible de suite 5. Il convient de corriger ces points.

Le bilan annuel fait état de présence de flore interférente au niveau de l'eau d'appoint en date du 13/10/22. L'exploitant a procédé à un nettoyage et une désinfection de l'adoucisseur. La maintenance sur le filtre en amont de l'adoucisseur est un point qui a été intégré au plan de maintenance. Néanmoins dans le compte-rendu du bilan annuel, il est indiqué qu'un filtre de secours doit être à disposition car le by-pass du filtre n'est pas possible.

Observation 8. Il convient de justifier qu'un filtre de secours est bien disponible à tout moment.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.1.2.c.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

c) Nettoyage préventif de l'installation :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Le nettoyage préventif des installations est désormais prévu à une fréquence biannuelle.

Le nettoyage préventif de l'installation a été réalisé en octobre 2022. Le compte-rendu a été consulté en séance. Celui-ci est trop succinct et pas assez documenté. Celui-ci ne précise pas les points d'attention à avoir sur l'installation. Il ne précise pas l'état des dévésiculeurs ou des packings.

Un nettoyage des TARs a été réalisé les 08 et 09/02/23. Le compte-rendu a été transmis à l'Inspection. Le nettoyage chimique a bien été réalisé. Ce compte-rendu est plus détaillé. Ce nettoyage a mis en évidence un entartrage du faisceau tubulaire et la présence de corrosion à traiter. Il est préconisé la mise en place d'un détartrage lent et d'un traitement anti-corrosion renforcé.

Observation 9. Il est demandé d'ajouter cette action corrective au plan d'actions de suivi de l'AMR et de tenir l'Inspection informée de son avancée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila :

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

L'examen des résultats d'analyse légionelle sur 2021 et 2022

| Dates de prélèvements | Etat de la déclaration | Installation de refroidissement |
|-----------------------|------------------------|---------------------------------|
| 04/02/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 02/04/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 03/06/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 19/08/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 07/10/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 02/12/2021 | Validé | < 10 ³ |
| 18/02/2022 | Validé | < 10 ³ |
| 07/04/2022 | Validé | < 10 ³ |
| 13/05/2022 | Validé | < 10 ³ |
| 02/06/2022 | Validé | < 10 ³ |
| 04/08/2022 | Validé | < 10 ³ |

| Dates de prélèvements | Etat de la déclaration | Installation de refroidissement |
|--|------------------------|---------------------------------|
| 13/10/2022 | Validé | $< 10^3$ |
| 01/12/2022 | Validé | $< 10^3$ |
| Nombre d'analyses avec une concentration comprise entre 10^3 UFC/L inclus et 10^5 UFC/L exclus | | 0 |
| Nombre d'analyses avec une concentration supérieure ou égale à 10^5 UFC/L | | 0 |
| Nombre d'analyses avec la présence de flore interférente rendant impossible le dénombrement | | 0 |
| Type de suites proposées : Sans suite | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | |

N° 6 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : " Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ". Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à</p> |

l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par " le point 3.7.I.2.c ", les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Une procédure a été mise en place concernant les actions à mener en cas de dépassement de la concentration de légionelles de 100 000 UFC/L. Néanmoins, cette procédure ne reprend pas de manière exhaustive l'ensemble des actions réglementaires. Il s'agit plutôt d'un mode opératoire reprenant notamment le protocole de désinfection à mener.

Fait susceptible de suite 6. Il convient de mettre en place une procédure exhaustive reprenant l'ensemble des actions réglementaires à mener en cas de dépassement de la concentration en légionelles par rapport aux seuils réglementaires.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet